



COMPTE RENDU DE LA 20^e ASSEMBLÉE ANNUELLE

DES PARTICIPANTS ET DES BÉNÉFICIAIRES DU

RÉGIME DE RETRAITE D'HYDRO-QUÉBEC

TENUE LE 22 JUIN 2010

SOUS L'AUTORITÉ DU COMITÉ DE RETRAITE D'HYDRO-QUÉBEC

DISTRIBUTION

➤ **Conférenciers :**

M. Charles Doucet
M. Jean-Hugues Lafleur
M^e Nicole Lemieux
M^{me} Brigitte Lockhead
M^{me} Mireille Jaeger
M. François D'Amour (Aon Conseil)

➤ **Collaborateurs :**

M^{me} Johanne Bastien
M^{me} Isabelle Blais Dumais
M^{me} Nancy Boisjoly
M^{me} Caroline Ruffet Bourdon
M^{me} Louise Bolduc
M^{me} Suzanne Carrier
M^{me} Annie Chartrand
M^{me} Caroline Chicoine
M. Jean-François De Tilly
M^{me} Nathalie Dupuis
M^{me} Chantal Fecteau
M^{me} Catherine Goulet
M. Christian Leblanc
M^{me} Chantal Normandin
M. Sylvain Robillard
M^{me} Karine Warda

➤ **Membres du Comité de retraite d'Hydro-Québec**

TABLE DES MATIÈRES

Page

Mot de bienvenue.....	1
Présidente et secrétaire de l'assemblée.....	1
Convocation et quorum.....	1
Rapport de la 19 ^e assemblée des participants et des bénéficiaires tenue le 28 octobre 2009	2
Allocution de la présidente de l'assemblée.....	2
Présentation des membres composant le comité de retraite.....	3
Compte rendu de l'administration du régime pour l'année terminée le 31 décembre 2009	5
– Rapport du Comité de retraite d'Hydro-Québec	5
– Rapport sur le service aux participants	6
Situation financière du régime	8
– État de la situation.....	8
– Gestion de la Caisse de retraite d'Hydro-Québec pour l'année terminée le 31 décembre 2009	9
– États financiers au 31 décembre 2009.....	12
– Évaluation actuarielle au 31 décembre 2009	14
Indications portées au registre des déclarations d'intérêts	18
Opportunité de désigner des membres représentant les participants et les bénéficiaires au comité de retraite.....	19
Membres votants	19
Membres non votants.....	21
Période de questions et commentaires	22
Clôture de l'assemblée.....	29

RÉGIME DE RETRAITE D'HYDRO-QUÉBEC

COMPTE RENDU DE LA 20^e ASSEMBLÉE ANNUELLE DES PARTICIPANTS ET DES BÉNÉFICIAIRES DU RÉGIME DE RETRAITE D'HYDRO-QUÉBEC, TENUE AU GRAND SALON C DE L'HÔTEL HYATT REGENCY, À MONTRÉAL, LE MARDI 22 JUIN 2010, DE 18 h À 20 h 45

MOT DE BIENVENUE

M^e Nicole Lemieux, présidente du Comité de retraite d'Hydro-Québec (le « Comité de retraite »), souhaite la bienvenue aux participants et aux bénéficiaires du Régime de retraite d'Hydro-Québec le (« Régime de retraite ») à cette 20^e assemblée.

Elle mentionne qu'elle est avocate à la direction principale – Affaires juridiques d'Hydro-Québec et également présidente du Comité de retraite depuis 1993.

Elle souligne que la *Loi sur les régimes complémentaires de retraite* (Loi RCR) prévoit qu'après chaque exercice financier, le Comité de retraite doit convoquer une assemblée de tous les participants et les bénéficiaires pour les informer :

- des modifications apportées au Régime de retraite, s'il y a lieu
- de l'administration du Régime de retraite pour l'année terminée (2009)
- de la situation financière du Régime de retraite à la fin de l'année terminée (31 décembre 2009)
- des indications portées au registre des déclarations d'intérêts.

Elle mentionne que c'est pour satisfaire à ces exigences que le Comité de retraite a convoqué la présente assemblée et souhaite à tous une bonne réunion.

PRÉSIDENTE ET SECRÉTAIRE DE L'ASSEMBLÉE

Tel que prévu à l'article 2.3.1 du *Règlement intérieur du Comité de retraite d'Hydro-Québec*, les personnes suivantes agissent à titre d'officiers de la présente assemblée annuelle.

- | | |
|-------------------------|-----------------------------------|
| - Présidente : | M ^e Nicole Lemieux |
| - Vice-présidente : | M ^e Julie Lapierre |
| - Secrétaire : | M ^{me} Mireille Bélanger |
| - Secrétaire adjointe : | M ^{me} Martine Carrier |

CONVOCATION ET QUORUM

La présidente de l'assemblée informe les participants qu'aux termes de la résolution HCR-77/2010 du 7 avril 2010 le Comité de retraite a fixé la tenue de la présente assemblée au mardi 22 juin 2010, à 18 h, à l'Hôtel Hyatt Regency, Complexe Desjardins, à Montréal; un avis de cette convocation a dûment été transmis, soit par courrier postal, soit par courriel le 26 mai 2010 aux participants et aux bénéficiaires du Régime de retraite ainsi qu'à l'employeur, copies de cette résolution et de cet avis étant versées au dossier du présent compte rendu.

La présidente constate que le quorum fixé, conformément à l'article 6 des *Règles de procédure régissant l'Assemblée annuelle des participants et des bénéficiaires du Régime de retraite d'Hydro-Québec* (Annexe E1 du *Règlement intérieur du Comité de retraite d'Hydro-Québec*), à 50 participants actifs, anciens participants, retraités et bénéficiaires, présents à l'assemblée ou représentés par procuration, est atteint, et elle verse au dossier du présent compte rendu le rapport de quorum établi par les représentants de la direction – Administration et conformité d'Hydro-Québec :

Participants actifs	En personne	128	
	Par procuration	3 998	4 126
Anciens participants, retraités et bénéficiaires	En personne	81	
	Par procuration	4 587	<u>4 668</u>
TOTAL			<u>8 794</u>

La présidente déclare donc l'assemblée dûment constituée et ouverte.

RAPPORT DE LA 19^E ASSEMBLÉE DES PARTICIPANTS ET DES BÉNÉFICIAIRES TENUE LE 28 OCTOBRE 2009

La présidente rend compte de la 19^e assemblée tenue le 28 octobre 2009 à laquelle ont participé 7 895 participants présents ou représentés par procuration. Elle souligne que ce compte rendu a été remis aux participants avant le début de l'assemblée et qu'il peut être consulté sur le site intranet du Secrétariat et accès à l'information. Il peut également être consulté sur le site internet du Régime de retraite.

De plus, elle souligne que le *Rapport annuel 2009 du Régime de retraite d'Hydro-Québec* a également été distribué aux participants avant le début de cette assemblée. Ce rapport est aussi disponible sur demande au Centre d'appels Retraite et assurances (CARA) de même que sur le site internet du Régime de retraite.

ALLOCUTION DE LA PRÉSIDENTE DE L'ASSEMBLÉE

La présidente rappelle aux participants et aux bénéficiaires que le but de la présente assemblée est de les informer sur l'état du Régime de retraite à la fin de l'exercice financier de 2009. Ainsi, tous les rapports et les informations communiqués au cours de la présente assemblée traitent de la situation administrative et financière du Régime de retraite pour l'année 2009 et non au-delà.

Elle précise que, conformément aux *Règles de procédure régissant l'Assemblée annuelle des participants et des bénéficiaires du Régime de retraite d'Hydro-Québec* (Annexe E1 du *Règlement intérieur du Comité de retraite d'Hydro-Québec*), le Comité de retraite a adopté l'ordre du jour de la présente assemblée aux termes de la résolution HCR-121/2010 du 2 juin 2010, ce document étant versé au dossier du présent compte rendu.

Elle invite les participants à se reporter à l'ordre du jour qui leur a été remis à leur arrivée et souligne qu'une période de questions est prévue à la fin de la réunion, portant sur l'exercice financier 2009 seulement, après les présentations des conférenciers et après avoir disposé du choix possible de représentants.

À ce moment-ci, la présidente présente les personnes qui feront les présentations pertinentes à cette assemblée, dans l'ordre de leur présentation :

- M^{me} Brigitte Lockhead chef – Administration du régime de retraite
- M. Jean-Hugues Lafleur vice-président – Financement, trésorerie et caisse de retraite
- M. Charles Doucet directeur principal – Régime de retraite d'Hydro-Québec
- M^{me} Mireille Jaeger directrice – Administration et conformité du Régime de retraite
- M. François D'Amour vice-président principal – Aon Conseil

La présidente indique qu'elle présentera, quant à elle, la partie relative au Comité de retraite. De plus, elle souligne la présence des personnes suivantes :

- M. Philippe Grubert associé, KPMG s.r.l./S.E.N.C.R.L. représentant les vérificateurs externes du régime
- M. Patrick Bertrand-Daoust associé, Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L. représentant les vérificateurs externes du régime
- M. Michel Martinez vice-président – Ressources humaines d'Hydro-Québec
- M. François Bédard conseiller principal – Avantages sociaux, direction Expertise et stratégies corporatives en ressources humaines d'Hydro-Québec
- M. Robert Bienvenue conseiller – Avantages sociaux, direction Expertise et stratégies corporatives en ressources humaines d'Hydro-Québec
- M. André Corriveau directeur – Centre de services ressources humaines, direction Conseils d'affaires et services centralisés en ressources humaines d'Hydro-Québec

Aussi, elle remercie les nombreux représentants du Centre d'appels Retraite et assurances (CARA) et de la direction principale – Régime de retraite d'Hydro-Québec de leur présence à cette réunion.

PRÉSENTATION DES MEMBRES COMPOSANT LE COMITÉ DE RETRAITE

Avant de traiter de la composition du Comité de retraite, la présidente présente brièvement la structure de gouvernance du Régime de retraite. En se reportant aux diapositives, elle rappelle que la fonction fiduciaire est exercée, d'une part, par le Conseil d'administration d'Hydro-Québec et, d'autre part, par le Comité de retraite.

Elle explique que le Conseil d'administration d'Hydro-Québec est responsable, à titre de fiduciaire, de la gestion de l'actif de la caisse de retraite la (« Caisse »). À ce titre, il approuve la politique de gestion des placements et les évaluations actuarielles. L'implantation de la politique de gestion des placements est déléguée au vice-président – Financement, trésorerie et caisse de retraite qui en assure le suivi et l'évaluation.

Quant au Comité de retraite, il assume, à titre de fiduciaire, l'administration courante du Régime de retraite, les communications avec les participants et les bénéficiaires et la surveillance de l'application du règlement concernant le Régime de retraite. La plupart de ces fonctions sont déléguées à la direction principale – Régime de retraite d'Hydro-Québec. Le Secrétariat général et le CARA participent quant à eux aux fonctions relatives à la communication avec les participants et les bénéficiaires.

La présidente fait état de la composition du Comité de retraite au 31 décembre 2009. En vertu de l'article 15.5 du règlement concernant le Régime de retraite, le Comité de retraite est composé de sept membres représentant et nommés par Hydro-Québec, d'un membre indépendant nommé par Hydro-Québec et, pour des mandats de trois ans, de trois membres représentant les employés syndiqués, d'un membre représentant les employés non syndiqués et d'un membre représentant les retraités et les anciens participants.

À ceux-ci, s'ajoutent des membres additionnels qui sont élus à l'assemblée annuelle pour un mandat d'un an. Le mandat de ces membres se termine avec la présente assemblée. Il peut y avoir un membre votant et un membre non votant représentant les participants actifs et un membre votant et un membre non votant représentant les retraités, les anciens participants et les bénéficiaires. Quand un membre votant est élu à l'assemblée annuelle, Hydro-Québec nomme un membre additionnel au Comité de retraite. Le Comité de retraite est donc composé au maximum de dix-sept membres votants et de deux membres non votants.

Au 31 décembre 2009, le Comité de retraite était composé de dix-neuf membres, à savoir :

Membres nommés par Hydro-Québec

- Représentant Hydro-Québec	Nicole Lemieux, présidente Teresa Pacheco, vice-présidente Régis Bégin Diane Breton Mélicsa Cyr Louise Dumas Richard Lagrange Julie Lapiere Sylvie Plante Mélanie Cardinal (STM)
- Membre indépendant	

Membres élus lors de l'élection triennale (mandat de trois ans)

- Représentant les employés syndiqués	Guy Bureau Gérald Lafrenière Michel Lavoie
- Représentant les employés non syndiqués	Claude Paquin
- Représentant les anciens participants et les retraités	Jean-François Poliquin

Membres votants élus à l'assemblée annuelle
(mandat d'un an)

- | | |
|--------------------------------------------------------------------------------|-------------------|
| - Représentant les participants actifs | Pierre Duchesneau |
| - Représentant les anciens participants,
les retraités et les bénéficiaires | Normand Moreau |

Membres non votants élus à l'assemblée annuelle
(mandat d'un an)

- | | |
|--------------------------------------------------------------------------------|-------------------------|
| - Représentant les participants actifs | Laurent Paquin-Marcotte |
| - Représentant les anciens participants,
les retraités et les bénéficiaires | Jean-Pierre Dufour |

La présidente informe les membres que depuis janvier 2010, M^{me} Teresa Pacheco, membre représentant l'employeur a pris sa retraite et a été remplacée par M^{me} Mireille Jaeger. De plus, M^{me} Louise Dumas, membre représentant l'employeur a démissionné en juin 2010 et n'a pas encore été remplacée.

**COMPTE RENDU DE L'ADMINISTRATION DU RÉGIME POUR L'ANNÉE TERMINÉE
LE 31 DÉCEMBRE 2009**

Rapport du Comité de retraite d'Hydro-Québec

La présidente fait état des décisions prises par le Comité de retraite au cours des 12 réunions ordinaires de 2009. Les membres du Comité de retraite ont ainsi voté les rentes suivantes :

- | | |
|----------------------------------------------------------|-------|
| • Rentes votées | |
| - Retraités | 1 067 |
| - Bénéficiaires (conjoint, enfants) | 136 |
| - Titulaires d'une rente différée | 85 |
| • Transferts ou remboursements de cotisations et valeurs | |
| - Cessations de service | 162 |
| - Décès | 28 |
| - Rentes différées – remboursement de la PAI | 31 |
| - Cessions de droit | 26 |
| - Curateur public | 1 |
| • Versements forfaitaires – retraite progressive | 9 |
| • Révision | |
| - Rentes versées et valeurs | 1 035 |
| - Transferts de la valeur – rentes différées | 8 |
| • Annulations de rentes différées | 22 |

Elle poursuit en soulignant la tenue d'une réunion extraordinaire en cours d'année 2009 pour l'élection triennale de membres du Comité de retraite, à savoir :

Membres élus lors de l'élection triennale
(mandat de trois ans)

- | | |
|----------------------------------------------------------|--------------------------------------------------|
| - Représentant les employés syndiqués | Guy Bureau
Gérald Lafrenière
Michel Lavoie |
| - Représentant les employés non syndiqués | Claude Paquin |
| - Représentant les anciens participants et les retraités | Jean-François Poliquin |

Elle complète son exposé en mentionnant qu'au 31 décembre 2009 le Régime de retraite comptait 23 545 participants actifs, 11 419 retraités, 2 782 bénéficiaires de rentes aux conjoints ou aux enfants et 667 titulaires de rentes différées (anciens participants). Elle précise que, parmi les retraités et les bénéficiaires de rentes aux conjoints ou aux enfants, 2 549 recevaient aussi des prestations de la Partie II du Régime de retraite (mesures de revalorisation à la charge d'Hydro-Québec) et que 521 recevaient des prestations de la Partie III du Régime de retraite (quatre anciens régimes de filiales).

Son exposé étant terminé, la présidente invite M^{me} Brigitte Lockhead à traiter du service aux participants.

Rapport sur le service aux participants

M^{me} Brigitte Lockhead indique que l'unité Administration du régime de retraite agit à titre de délégataire du Comité de retraite en ce qui a trait au service aux participants. L'équipe est composée de treize conseillers d'expérience dont certains sont présents à l'assemblée. Il s'agit de M^{mes} Isabelle Blais Dumais, Annie Chartrand, Caroline Chicoine, Chantal Fecteau, Chantal Normandin et Karine Warda.

M^{me} Lockhead signale qu'à cette équipe s'ajoute celle du Centre d'appels Retraite et assurances (CARA) qui répond aux questions des participants du Régime de retraite. Elle présente M^{mes} Katherine Genest, Manon Grenier, Karine Lebel, Jolyane Robillard et MM. Alexandre Lemire et Sébastien Vertefeuille qui assistent à cette assemblée.

Ensuite, elle commente le service aux participants et présente les principales réalisations de l'unité Administration du régime de retraite au cours de l'année 2009.

Règlement du Régime de retraite d'Hydro-Québec

En premier lieu, M^{me} Lockhead souligne qu'aucune modification n'a été apportée au Règlement numéro 734 concernant le Régime de retraite (le « Règlement numéro 734 ») en cours d'année 2009. Le Règlement numéro 734 est en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2009. Pour plus d'explications concernant les modifications apportées en 2008, elle invite les participants et les bénéficiaires à se référer au compte rendu de la 19^e assemblée annuelle qui leur a été remis à l'entrée, au sommaire du Régime de retraite ou via le site intranet ou internet d'Hydro-Québec.

Programme de rachat 2009

M^{me} Lockheed souligne que l'un des éléments découlant de l'entrée en vigueur du Règlement numéro 734 a été la mise en place du programme temporaire de rachat. Le lancement de ce programme a eu lieu le 6 avril 2009 et a pris fin le 31 décembre 2009. Pour être admissible à ce programme, les conditions suivantes devaient être remplies, à savoir : (i) être un participant actif au 1^{er} janvier 2009 (ii) être un participant visé, tel que ce terme est défini au Règlement numéro 734 (iii) avoir des périodes admissibles à racheter et (iv) faire une demande de proposition écrite avant le 31 décembre 2009. Elle ajoute que les périodes admissibles au rachat étaient les périodes de temporariat antérieures au 21 mai 1990 et que toutes les absences durant ces périodes étaient non admissibles.

Elle poursuit en résumant la démarche qui devait être engagée par les participants pour leur permettre de pouvoir bénéficier de ce programme. Elle ajoute que l'accès via internet de la calculatrice a permis aux participants d'évaluer différents scénarios avant de choisir le scénario le plus convenable pour eux.

Par la suite, elle fait part des résultats de ce programme de rachat 2009 :

- **Résultats**

– Accès à la calculatrice	4 814 participants
– Appels – CARA	3 355 appels
– Demandes de propositions	942
– Propositions émises	691
– Propositions acceptées	338
• Coût calculé au 1 ^{er} janvier 2009	14 434 000 \$
• Participation totale rachetable	577,7 années
• Participation rachetable moyenne	1,75 année
• Anticipation de la date de retraite facultative	0,74 année

Projets de développement 2009

Par la suite, M^{me} Lockheed poursuit son exposé en relatant les différents projets de développement qui ont vu le jour en 2009, à savoir : (i) le sommaire des dispositions du RRHQ via internet (ii) le vote électronique pour l'élection triennale et (iii) l'impression et l'envoi d'un nombre plus limité de bulletins de rente. Elle ajoute que ces projets avaient des objectifs communs consistant à adopter un mode de communication plus efficace, à réduire la manipulation de papier et à économiser sur les frais d'impression et d'envoi.

Évolution du nombre de participants

M^{me} Lockheed indique que le nombre de participants et de bénéficiaires du Régime de retraite s'élève à 38 413 au 31 décembre 2009 et se répartit comme suit :

- Actifs :	23 545
- Retraités :	11 419
- Bénéficiaires :	2 782
- Rentes différées :	667

À ce chapitre, elle fait remarquer que le nombre de participants ne cesse de croître et que depuis 2003, alors que la population active est demeurée relativement stable (hausse de 5 % sur 6 ans), le nombre de retraités est passé de 8 179 à 11 419, soit une progression de près de 40 %. Cette progression est principalement attribuable au changement du profil démographique des participants. En effet, les employés prennent leur retraite plus jeunes et reçoivent des rentes pendant une plus longue période.

M^{me} Lockhead détaille, en se reportant aux diapositives projetées, la répartition des 38 413 participants et bénéficiaires du Régime de retraite à la fin de l'année 2009 et commente les variations de chaque catégorie de participants au cours de l'année 2009. À cette fin, elle souligne que le nombre de départs à la retraite augmente constamment, tel qu'il a été démontré en 2009 avec 1 067 nouveaux retraités.

Par la suite, elle souligne que les différentes statistiques relatives aux dossiers traités par l'unité Administration du régime de retraite témoignent du grand nombre de participants. Le nombre de calculs et d'interventions réalisés en cours d'année par l'unité Administration du régime de retraite a augmenté de 6 % en 2009 par rapport à l'année précédente.

Taux d'accumulation des cotisations et indexation des rentes

M^{me} Lockhead signale que le taux d'intérêt crédité sur les cotisations salariales et les cotisations relatives aux rachats d'années de participation s'établit à 16,74 % pour 2009 alors qu'il était à - 19,28 % pour l'année 2008. Pour l'année la plus récente, le taux de 16,74 % correspond au rendement de la Caisse, net de frais d'administration et de gestion, pour la période du 22 décembre 2008 au 20 décembre 2009.

Elle profite de ce moment pour informer les personnes présentes qu'une coquille s'est glissée dans le rapport abrégé qui a été acheminé par courrier. En effet, le taux d'intérêt crédité sur les cotisations salariales aurait dû se lire 16,74 % et non 17,32 %.

M^{me} Lockhead indique qu'en conformité avec les dispositions du Régime de retraite, le taux d'indexation des rentes applicable le 1^{er} janvier 2010 s'établit à 0,4 %.

En terminant, M^{me} Lockhead présente le graphique illustrant l'efficacité de la formule d'indexation actuelle des rentes du Régime de retraite au cours des dernières années. M^{me} Lockhead souligne que le maintien du pouvoir d'achat est de 99,1 % sur une période de 5 ans et de 81,7 % sur une période de 25 ans.

L'exposé de M^{me} Brigitte Lockhead étant terminé, la présidente invite M. Jean-Hugues Lafleur à faire sa présentation.

SITUATION FINANCIÈRE DU RÉGIME AU 31 DÉCEMBRE 2009

État de la situation

Rendement de la Caisse de retraite d'Hydro-Québec

M. Jean-Hugues Lafleur fait part du rendement de la Caisse qui s'établit à 16,4 % pour l'année 2009. Le portefeuille de référence a contribué pour 14,8 % tandis que les gestionnaires internes et externes ont ajouté 1,6 % de la valeur grâce aux décisions prises en gestion active. Toutes les

catégories d'actif ont contribué de manière positive au rendement, à l'exception du volet immobilier qui affiche une perte d'environ 4 % (sur un actif représentant un peu moins de 10 % de l'actif total). Sur une base comparative avec les autres caisses comptant un actif de plus de 1 G\$, la performance de la Caisse se classe au deuxième quartile.

Bien que l'année 2009 ait été très bonne, la performance de 16,4 % n'efface pas complètement la perte de 18,9 % encourue en 2008, année de la pire crise financière des soixante-dix dernières années. Sur une période de 10 ans, le rendement moyen de la Caisse a été de 5,6 %.

M. Lafleur rappelle que le rendement négatif de 2008 était essentiellement attribuable à la baisse du marché des actions qui avaient chuté de plus du tiers durant l'année et à un actif constitué de 50 % d'actions.

Redressement des ratios de financement

M. Lafleur souligne que la performance de 2009 et la cotisation d'équilibre de 370 M\$ ont contribué au redressement des ratios. Ce redressement a cependant été limité par la hausse du passif. En effet, les taux d'intérêt à long terme ont baissé en 2009 ce qui a entraîné une augmentation du coût des rentes futures. En bref, les valeurs de l'actif et du passif ont augmenté en 2009.

Effort important d'Hydro-Québec

M. Lafleur mentionne qu'Hydro-Québec a effectué des cotisations importantes au Régime de retraite en 2009, soit plus de 600 M\$ au total. Le niveau actuel des cotisations sera maintenu en 2010 et 2011 afin de favoriser le retour à l'équilibre financier. Pour l'année 2010, Hydro-Québec a convenu d'effectuer une cotisation additionnelle volontaire de l'ordre de 8 M\$ visant à permettre à la Caisse de payer en totalité les droits associés aux transferts de valeurs de rentes suite à des départs, des décès et des cessions de droit.

Perspectives 2010

M. Lafleur souligne que l'année 2010 demeure une année où l'environnement économique est incertain. À ce chapitre, il fait part de la crise de confiance attribuable à des problèmes de déficit budgétaire et d'endettement important dans certains pays d'Europe, la réglementation du secteur financier dont les effets à court terme sont difficiles à prévoir et le retour à des niveaux de volatilité importants. En date du 31 mai 2010, le rendement de la Caisse est légèrement positif.

En ce qui a trait aux rendements à long terme, les attentes sont réalistes et sont de l'ordre de 6 %. Le rendement de 16,4 % en 2009 est exceptionnel. Le retour à l'équilibre financier, notamment à l'égard du ratio de solvabilité, sera échelonné sur plusieurs années et nécessitera un effort important de la part d'Hydro-Québec.

En terminant, il ajoute que des appels d'offres seront lancés en 2010 pour les services de gardiens de valeur ainsi que pour les travaux d'actuariat. L'appel d'offres pour les gardiens de valeur sera complété durant l'été tandis que celui touchant les services d'actuariat sera complété à l'automne et couvrira les travaux débutant le 1^{er} janvier 2011.

La présentation de M. Jean-Hugues Lafleur étant terminée, la présidente invite M. Charles Doucet à faire son exposé.

Gestion de la caisse de retraite d'Hydro-Québec pour l'année terminée le 31 décembre 2009

Performance des marchés en 2009

M. Charles Doucet passe en revue l'année 2009 en présentant une série d'indicateurs financiers, les différents marchés où des investissements ont été réalisés ainsi que les rendements des quatre principales catégories d'actif financier, à savoir (i) les obligations canadiennes (ii) les actions canadiennes – américaines – internationales et pays émergents (iii) les produits de base et (iv) l'immobilier.

Il fait remarquer qu'en 2009, les rendements ont été favorables pour toutes les catégories d'actif financier sauf pour le marché immobilier qui a subi une baisse de 0,8 % au Canada. Par la suite, il compare les années 2009 et 2008 et fait part du revirement en 2009 par rapport à 2008 notamment du côté des actions et des produits de base. En effet, la perte de 2008 a presque été entièrement récupérée en 2009.

En ce qui a trait au marché de l'emploi, il présente l'évolution des taux de chômage au Canada et aux États-Unis depuis 2007. En 2009, le taux de chômage aux États-Unis a atteint 10 %. Il y a 7 millions de nouveaux chômeurs aux États-Unis. Au Canada, la hausse du taux de chômage se traduit par environ 400 000 emplois perdus.

Par la suite et à l'aide des diapositives présentées, M. Doucet passe en revue les chiffres des principales catégories d'actif sur une période de 10 ans. Au cours de cette période, on dénote l'impact de la récession de 2000 à 2001 (la bulle technologique), la période favorable de 2003 à 2007 suivie de la cassure en 2008 et finalement l'année 2009 qui est, en rétrospective, la meilleure de la décennie surpassant les autres années de croissance.

Il commente également les diapositives traitant des taux d'intérêt à court et à long terme, de l'évolution du prix des produits de base (pétrole et cuivre) ainsi que du taux de change du dollar canadien.

Performance de la caisse de retraite

○ Répartition des placements

Dans un premier temps, il présente la pondération accordée aux grandes classes d'actif détenues dans le portefeuille à la fin de l'année. Au 31 décembre 2009, les titres à revenu fixe représentaient 43,3 % de l'actif de la Caisse et les actions représentaient 48,9 %. L'immobilier constitue 7,8 % des actifs de la Caisse et se veut une diversification intéressante puisqu'elle offre une protection contre les risques d'inflation. La catégorie des produits de base avec une pondération de 2 % expose la Caisse aux variations de prix des matières premières. Cette catégorie constitue aussi une protection contre les risques d'inflation.

○ Comparaison du rendement de chaque classe d'actif avec leur indice financier

En 2009, le rendement annuel du portefeuille d'obligations nominales de 7,4 % a été supérieur à celui de l'indice de référence qui a été de 5,4 %. M. Doucet souligne que la valeur ajoutée de 2 % s'explique principalement par la surpondération en obligations de sociétés et en obligations provinciales par rapport à la composition de l'indice de référence.

Le rendement du portefeuille d'actions canadiennes s'établit à 36,1 % en 2009. Le marché boursier canadien est très lié à la valeur des matières premières compte tenu d'une forte proportion du secteur minier et de l'énergie. La plupart des gestionnaires de cette classe d'actif ont dépassé leur indice de référence de 1,6 % ce qui est très satisfaisant, venant presque effacer les difficultés rencontrées en 2008 dans cette même classe (moins 1,9 %).

En ce qui a trait aux actions américaines de grandes capitalisations, le rendement de l'indice de référence (S&P500) de la Caisse en 2009 a été de 14,8 %. Les gestionnaires de cette classe ont obtenu un rendement de 15,3 % soit 0,5 % de plus que l'indice de référence. La politique de gestion des placements de la Caisse prévoit la possibilité de couvrir le risque de change associé à la détention d'actions américaines. Le taux de couverture a été maintenu à 50 % une bonne partie de l'année, ce qui a été favorable pour cette catégorie dans un contexte d'appréciation du dollar canadien.

Par la suite, il indique qu'une nouvelle catégorie d'actif est venue s'ajouter en 2009, les actions américaines de petites capitalisations. Le rendement de l'indice de référence (Russell 2000) a été de 22,4 % tandis que celui du portefeuille a été de 23,2 % pour 2009, soit une plus-value de 0,8 %. Cette diversification des actions américaines permet d'investir dans un univers de 2 000 titres composant cet indice.

Il poursuit en mentionnant que les gestionnaires d'actions internationales de grandes capitalisations de la Caisse ont obtenu un rendement de 15,4 %, comparativement à 11,9 % pour l'indice de référence (MSCI-EAFE en \$CAN), cristallisant ainsi une importante valeur ajoutée de 3,5 %.

Tout comme pour les actions américaines, le portefeuille d'investissement à l'international a été diversifié par l'ajout de la catégorie d'actions de petites capitalisations dont l'indice est composé d'un choix de 2 000 compagnies. Les gestionnaires ont obtenu un rendement de 10,6 % comparativement à 9,1 % pour l'indice de référence.

En 2009, la reprise des marchés boursiers s'est fait sentir par le rebond rapide des marchés émergents. Le rendement a été de 58,5 % soit 6,9 % de plus que l'indice de référence.

Les rendements des placements immobiliers ont généré un premier rendement négatif en 2009 de - 4,3 % comparativement à - 0,8 % pour son indice de référence. L'une des principales explications de ce rendement est l'évaluation à la baisse de la valeur marchande des immeubles détenus par la Caisse. Malgré la performance négative par rapport à l'indice de référence, la Caisse s'est classée au 25^{ième} rang centile du balisage fait par RBC Dexia auprès des autres caisses de retraite pour le secteur immobilier. Tel que le démontre le graphique, la performance des dernières années témoigne de la qualité de l'actif de la Caisse.

Le rendement du portefeuille des produits de base, qui est géré à l'interne, s'établit à 43,8 % en 2009 et il se rapproche nettement de l'indice de référence établi à 43,9 %. Ce portefeuille exploite les écarts de prix sur les contrats à terme de différentes échéances pour les produits de pétrole et de métaux de base (aluminium, cuivre, nickel et zinc).

Le portefeuille de répartition d'actifs, qui est également géré à l'interne, a eu une excellente année 2009 générant un rendement de 0,6 %. Ce portefeuille, qui n'a pas d'indice de référence, génère un rendement absolu qui s'ajoute au rendement des gestionnaires du portefeuille de chacune des classes d'actif.

○ Performance de la caisse par catégorie d'actif

M. Charles Doucet présente, sous un même tableau, la performance de chacune des catégories d'actif. Par la suite, il présente les autres catégories, à savoir : (i) la catégorie d'obligations – long terme (+3,9 %) qui est gérée majoritairement de façon passive par rapport à son indice de référence (ii) les obligations à très long terme (+4,6 %) (iii) les obligations à rendement réel (+20,1 %) dont les titres sont achetés pour une détention définitive jusqu'à l'échéance et n'ont pas d'indice de référence et (iv) le portefeuille des obligations corporatives (+8,3 %) qui est aussi géré de façon passive.

Il ajoute que le tableau présenté permet difficilement de mesurer la contribution de chaque classe d'actif au rendement total de la Caisse. À titre d'exemple, les marchés émergents ont connu un rendement exceptionnel de 58,5 % en 2009 mais comme le poids de cette classe d'actif ne représentait que 2,7 % de l'actif total de la Caisse, sa contribution au rendement total de la Caisse a été diluée par sa faible pondération. Afin de corriger cet effet du poids relatif des actifs sur la performance globale, M. Doucet présente les résultats de façon à permettre l'identification des meilleurs contributeurs au rendement et à la valeur ajoutée totale pour 2009.

Il fait remarquer que la part de la classe d'actions s'agrandit par rapport au graphique précédent. En effet, les actions contribuent pour 11,7 % sur les 16,4 % du rendement total de la Caisse compte tenu de sa pondération qui s'établit à 49 %. Le rendement de la Caisse est donc fortement tributaire de celui des actions. Par ailleurs, on dénote une diminution de la contribution des titres d'emprunt qui représentent seulement 3,6 % du rendement total de la Caisse alors que leur pondération est tout près de 43 %. En ce qui a trait à la contribution des produits de base et du portefeuille de répartition d'actifs, leur contribution respective demeure limitée par rapport au rendement global compte tenu de leur faible pondération. Finalement, on voit l'effet pondéré de la valeur retranchée des placements immobiliers de - 0,4 %.

Par la suite, il explique d'où provient le détail de la valeur ajoutée. Il souligne que la contribution des actions demeure importante (0,9 % sur 1,6 %) et que l'activité de répartition d'actifs contribue pour 0,6 %, soit plus du tiers de la valeur ajoutée. La valeur ajoutée des titres d'emprunts a été de 0,4 % tandis que celle de l'immobilier a été de - 0,3 %.

○ Comparaison avec les objectifs de rendement et avec les autres caisses de retraite

M. Doucet indique que l'objectif de rendement à court terme, sur une période de quatre ans, est d'obtenir un rendement dépassant le rendement du portefeuille de référence de 0,35 % en moyenne par année. Globalement, le portefeuille de la Caisse a fait moins bien que l'indice de référence de 0,4 % en moyenne par année au cours de la période des quatre dernières années principalement à cause du contexte difficile et volatil des marchés financiers en 2008.

Pour ce qui est du rendement à long terme, la politique de gestion des placements de la Caisse établit le rendement attendu à long terme de la Caisse à 3,5 % au-dessus du taux d'inflation. Pour la période de dix ans se terminant le 31 décembre 2009, le taux d'inflation moyen a été de 2,1 % et le rendement attendu moyen pour cette période s'établit donc à 5,6 %. Sur une base comparative, le rendement annuel moyen de la Caisse au cours de la période de dix ans terminée le 31 décembre 2009 a été de 5,6 % par rapport à 5,2 % pour les dix dernières années se terminant en 2008.

Par la suite, il rappelle que le rendement de la Caisse de 16,4 % se situe au-dessus de la médiane des caisses de retraite de taille similaire établie à 15,5 %. Sur une période de quatre ans, la

comparaison reste favorable pour la Caisse avec un rendement de 2,7 % par rapport au rendement médian de 2,6 %, situant la Caisse au 36^e rang centile.

○ Portefeuille de référence

En se reportant aux diapositives concernant le portefeuille de référence, M. Doucet indique que le choix du portefeuille de référence est un élément important de la gestion financière d'un régime de retraite puisqu'il représente 90 % du rendement obtenu.

Par la suite, il fait part des modifications apportées au portefeuille de référence en décembre 2009, à savoir : (i) reclassement des prêts hypothécaires dans la catégorie d'actif « immobilier » plutôt qu'avec les titres à revenu fixe compte tenu de l'arbitrage qui doit être fait avant de décider d'investir dans les prêts hypothécaires versus les investissements directs en immobilier (ii) investissements additionnels dans les actions de pays émergents (+1,5 %) afin de profiter du dynamisme de ces marchés et (iii) diminution des obligations corporatives compte tenu que le rendement escompté a été obtenu et que le revenu futur attendu est moins attrayant.

Les changements susdits ont été approuvés par le Conseil d'administration d'Hydro-Québec et ont comme objectif de conserver le risque au niveau actuel tout en améliorant le rendement attendu.

○ Investissement responsable

M. Doucet termine son exposé en abordant la question des investissements responsables. Il fait part des efforts déployés en cours d'année pour améliorer les pratiques d'investissement et plus particulièrement l'exercice des droits de vote. À cet égard, il mentionne que la Caisse a entrepris d'améliorer son processus de votation par le recours à une firme spécialisée en investissement responsable aux fins d'améliorer la qualité des analyses sur les questions sensibles et d'élargir l'application des lignes directrices aux actions américaines et internationales.

Au terme d'un processus d'appel d'offres, la firme Risk Metrics a été retenue. Son mandat consiste à procéder à l'analyse des questions soumises au vote, à préparer les recommandations de vote en fonction des lignes directrices de la Caisse et à s'assurer que les votes sont dûment enregistrés. Le système de recommandation et de votation a été mis en place à l'automne 2009. L'année 2010 sera donc la première année où la Caisse comptera sur des statistiques complètes sur le résultat des votes effectués.

Il invite les gens à consulter les lignes directrices qui seront disponibles via le site internet de la Caisse.

L'exposé de M. Charles Doucet étant terminé, M^{me} Mireille Jaeger présente les états financiers.

États financiers au 31 décembre 2009

M^{me} Mireille Jaeger mentionne que les états financiers au 31 décembre 2009 sont reproduits dans le *Rapport annuel 2009* distribué à l'entrée.

Actif net disponible

M^{me} Jaeger indique qu'à la fin de 2009, l'actif net disponible pour le service des prestations s'établit à 12 390 M\$, comparativement à 10 475 M\$ à la fin de 2008, soit une augmentation de

1 915 M\$. Sur la période des dix dernières années, l'actif net au 31 décembre 2009 se situe à un niveau qui se rapproche des niveaux les plus élevés atteints à la fin de 2006 et 2007.

o État de l'actif net disponible

L'actif se compose principalement du portefeuille de placements. En 2009, les placements totalisent 12 271 M\$, en hausse de 1 790 M\$ par rapport à 2008. M. Doucet a déjà expliqué que les décisions de gestion des placements prises par la direction du Régime de retraite ont été profitables dans le contexte des marchés 2009.

Tel qu'il est requis par les normes comptables applicables au Canada, les placements sont présentés à la juste valeur marchande au 31 décembre 2009. Par exemple, les actions et les obligations sont présentées à la valeur établie sur les marchés boursiers et obligataires alors que pour les placements immobiliers, cette valeur est établie par des firmes d'évaluateurs indépendants.

Les montants à recevoir sur les transactions en cours de 127 M\$ et, à la section passif, les montants à payer sur les transactions en cours de 7 M\$ se rapportent aux ventes et aux achats de titres réalisés mais non encore réglés au 31 décembre.

Les cotisations des participants et de l'employeur à recevoir sont respectivement de 3 M\$ et 9 M\$. Ces montants se rapportent aux sommes à recevoir de l'employeur et des participants relativement à la dernière période de paie de 2009, dont le versement a eu lieu en janvier. Enfin, au passif, les autres créditeurs s'élèvent à 13 M\$. Ils se composent principalement des comptes à payer au 31 décembre aux fournisseurs externes et des déductions à la source à payer sur le dernier versement de rentes de l'année 2009.

o État de l'évolution de l'actif net disponible

M^{me} Jaeger présente l'État de l'évolution de l'actif net disponible pour le service des prestations. Elle indique que les variations sont présentées selon les principales activités de la Caisse, soit les activités de placement et les activités de retraite.

En 2009, les activités de placement ont généré 1 691 M\$ soit 4 149 M\$ de plus qu'en 2008 alors que les activités de retraite ont contribué à l'augmentation de l'actif pour 224 M\$ comparativement à 7 M\$ en 2008.

o Variation de l'actif net disponible

Elle présente les éléments qui ont contribué à l'augmentation et à la diminution de l'actif tant pour les activités de placement que pour les activités de retraite.

Les revenus nets de placement ont contribué à une augmentation de l'actif de 1 713 M\$. Le revenu net sur placements en obligations se chiffre à 435 M\$ et est composé de 241 M\$ d'intérêts et de 194 M\$ de gains sur placement. Les actions ont généré quant à elles un revenu de 1 177 M\$ comprenant 117 M\$ de revenu de dividendes et des gains de 1 060 M\$ sur actions et sur instruments dérivés liés essentiellement à des contrats à terme sur indices boursiers qui répliquent le comportement des actions canadiennes et américaines.

Les placements immobiliers ont subi les contrecoups du ralentissement économique de 2008 dans leur évaluation à la juste valeur marchande en 2009 ce qui explique les pertes non réalisées présentées à cette catégorie d'actif.

Enfin, d'autres instruments dérivés sont utilisés notamment pour exposer la Caisse aux produits de base ou pour ajouter de la valeur à la Caisse dans son ensemble. Les instruments sur les produits de base ont procuré à la Caisse un gain de 89 M\$ et ceux visant à ajouter de la valeur, présentés sous la rubrique *Répartition d'actifs*, ont généré 57 M\$ de revenus.

Globalement, les revenus de placements ont donc contribué favorablement à l'évolution de l'actif net disponible de la Caisse.

○ Cotisations des participants

Au chapitre des cotisations, les participants ont contribué pour un total de 118 M\$ en 2009, soit une hausse de 34 M\$ comparativement à 2008. Les cotisations régulières s'élèvent à 95 M\$, en hausse de 18 M\$ qui s'explique essentiellement par l'augmentation de 1 % du taux de cotisation par rapport à 2008 (4,9% à 5,9% du salaire admissible). De plus, 13 M\$ ont été versés pour des transferts et 10 M\$ pour des rachats.

○ Cotisations de l'employeur

Hydro-Québec, à titre d'employeur, a versé quant à elle des cotisations totales de 665 M\$ en 2009. Les cotisations régulières de 2009 s'élèvent à 109 M\$ comparativement à 83 M\$ en 2008. Cette hausse s'explique par le taux de cotisation qui est passé de 5,2 % à 6,7 % en 2009. De plus, Hydro-Québec a versé 186 M\$ de cotisations supplémentaires représentant le solde du coût du service courant de 2009 et 370 M\$ de cotisations d'équilibre.

○ Prestations versées aux retraités et bénéficiaires

Les prestations versées aux retraités et bénéficiaires s'élèvent à 505 M\$, en hausse de 54 M\$ ou 12 % par rapport à 2008. Cette augmentation résulte en partie de l'indexation des rentes de 2 % au 1^{er} janvier 2009. Elle reflète également l'arrivée de près de 1 100 nouveaux retraités au cours de l'année 2009.

Les transferts de valeurs et remboursements se chiffrent à 46 M\$, en baisse de 13 M\$ comparativement à 2008. Cette diminution provient essentiellement d'un nombre moins élevé de participants ayant choisi de quitter l'entreprise avec la valeur de leur rente.

○ Frais de gestion et d'administration de la caisse de retraite d'Hydro-Québec

M^{me} Jaeger explique que les frais de gestion de la Caisse et d'administration du Régime de retraite s'élèvent respectivement à 22 M\$ et à 8 M\$. Elle ajoute qu'en 2009 les frais liés aux activités de placement ont baissé de 2 M\$ et ceux liés aux activités de retraite ont augmenté de 1 M\$.

Pour leur part, les frais de gestion externe se chiffrent à 14 M\$, soit une baisse de 3 M\$ par rapport à l'année 2008. Elle fournit des détails sur la nature de ces frais et explique que la baisse des frais de gestion de la Caisse en 2009 est essentiellement attribuable à :

- la diminution des honoraires de base. En effet, les valeurs marchandes des portefeuilles des actions canadiennes et internationales ont été, en moyenne, supérieures en 2008 comparativement à 2009; et
- le rapatriement temporaire à l'interne de certains portefeuilles gérés à l'externe en 2008.

Quant aux frais de gestion interne de la Caisse, ils ont augmenté de 1 M\$ comparativement à 2008. Ils comprennent essentiellement les frais associés à la gestion interne du portefeuille, les frais reliés au contrôle des opérations et au contrôle des risques, au règlement des transactions et à la gestion bancaire des fonds.

M^{me} Jaeger indique qu'une étude comparant les frais de gestion de caisses de retraite à ceux d'un groupe de référence, effectuée par le CEM ou *Cost Effectiveness Measurement*, montre que les frais de gestion de la Caisse sont en deçà de la médiane depuis 2006.

Elle expose par la suite le détail des frais d'administration du Régime de retraite se chiffrant à 8 M\$. Ces frais comprennent les frais relatifs aux services aux participants et retraités. Ces frais ont augmenté de 1 M\$ en 2009 notamment en raison des coûts relatifs au programme temporaire de rachat et du développement du site internet du Régime de retraite.

Vérification indépendante

En terminant, M^{me} Jaeger souligne que les états financiers au 31 décembre 2009, incluant les notes afférentes, ont fait l'objet d'une vérification indépendante par les firmes KPMG s.r.l./S.E.N.C.R.L. et Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L.

Elle souligne que les vérificateurs externes ont également attesté à M. Jean-Hugues Lafleur, vice-président – Financement, trésorerie et caisse de retraite d'Hydro-Québec, du respect des critères de composition du portefeuille décrits à la politique de gestion des placements de la Caisse approuvée par le Conseil d'administration d'Hydro-Québec.

Au terme de l'exposé de M^{me} Jaeger, la présidente invite M. François D'Amour à faire sa présentation.

Évaluation actuarielle

M. François D'Amour indique que sa présentation portera sur les résultats de l'évaluation actuarielle au 31 décembre 2009 et rappelle que le dépôt de l'évaluation au 31 décembre 2008 avait été retardé jusqu'à la publication en novembre 2009 des mesures d'allègement prévues à la *Loi sur les régimes complémentaires de retraite*.

Il poursuit en mentionnant que les deux principaux objectifs de l'évaluation actuarielle consistent à évaluer la situation financière du Régime de retraite à la date de l'évaluation et à établir les taux de cotisation des employés et de l'employeur pour l'année 2010.

La situation financière du Régime de retraite est, quant à elle, déterminée selon deux bases :

- Une base de capitalisation qui suppose la continuité du Régime de retraite; et
- Une base de solvabilité qui suppose la terminaison du Régime de retraite.

En se reportant aux diapositives présentées, M. D'Amour commente les points suivants :

Bilan actuariel de capitalisation

M. D'Amour souligne que le bilan du Régime de retraite permet d'établir s'il y a un surplus ou un déficit à la date d'évaluation. Au 31 décembre 2009, l'actif à la valeur actuarielle s'élevait à

12 806 M\$ alors que la provision actuarielle (passif) était de 13 953 M\$. Le déficit est donc de 1 147 M\$.

Par la suite, il poursuit en mentionnant que le ratio de capitalisation représentant le ratio entre l'actif et la provision actuarielle est de 91,8 % au 31 décembre 2009. Ce même ratio était de 81,0 % au 31 décembre 2008. L'augmentation du ratio de capitalisation entre le 31 décembre 2008 et le 31 décembre 2009 s'explique principalement par un gain d'expérience important au niveau des revenus de placements et par les paiements d'amortissement envers le déficit.

Bilan actuariel de solvabilité

À l'aide des diapositives, M. D'Amour présente le bilan du Régime de retraite sur une base de solvabilité. Au 31 décembre 2009, l'actif à la valeur marchande était de 12 359 M\$ alors que la provision actuarielle était égale à 15 017 M\$. Le déficit est donc de 2 658 M\$.

Au 31 décembre 2009, le degré de solvabilité qui correspond au ratio obtenu entre l'actif et la provision actuarielle était de 82,3 %. Ce même ratio était de 78,7 % au 31 décembre 2008. Étant donné que le degré de solvabilité au 31 décembre 2009 est inférieur à 100 %, une cotisation d'équilibre pour amortir le déficit de solvabilité sera versée par l'employeur en 2010.

Évolution du ratio de capitalisation et du degré de solvabilité depuis 10 ans

M. D'Amour commente l'évolution du ratio de capitalisation et du degré de solvabilité du Régime de retraite au cours des dix dernières années. Il fait remarquer que ces deux ratios, qui ont une évolution similaire, ont des écarts importants au début et à la toute fin de la période.

En terminant, il indique qu'au fil des années, la base de solvabilité est devenue la base de financement la plus contraignante.

Cotisations 2010

M. D'Amour indique que le coût annuel des prestations exprimé en % de la masse salariale, découlant de l'évaluation actuarielle au 31 décembre 2009, a été évalué à 23,8 % pour l'année 2010, soit 385 M\$ (le coût annuel correspondant à la valeur des nouvelles prestations créditées au cours d'une année). Au cours de l'année 2010, la cotisation moyenne des employés est égale à 6,4 % de la masse salariale, ce qui représente 103 M\$.

Comme le Régime de retraite montre un déficit de solvabilité au 31 décembre 2009, la cotisation patronale doit couvrir la totalité du coût annuel des prestations et frais, diminué des cotisations des participants. De plus, une cotisation d'amortissement doit être versée par l'employeur.

- La somme des cotisations moyennes patronales régulières égales à 7,5 % de la masse salariale et des cotisations patronales supplémentaires égales à 9,9 % de la masse salariale couvrent le solde du coût annuel des prestations et frais de l'année 2010 ; et
- Une cotisation patronale égale à 21,7 % de la masse salariale sert, quant à elle, à l'amortissement du déficit.

Ainsi, la cotisation patronale totale en 2010 est de 39,1 % de la masse salariale, ce qui représente 632 M\$.

Cotisations supplémentaires et d'équilibre accumulées

M. D'Amour commente l'évolution des cotisations supplémentaires et d'équilibre accumulées. Il fait remarquer qu'en 2009, des montants se sont ajoutés à la « banque » (la banque correspond aux cotisations patronales perçues en trop, telles que définies à l'article 3.4 A)e) du Règlement numéro 734), avec le versement de cotisations supplémentaires de 186 M\$ et de cotisations d'équilibre de 370 M\$.

Le solde de la « banque » est ajusté annuellement en fonction du taux de rendement de la Caisse net de frais d'administration et de gestion. Comme le rendement de la Caisse a été positif en 2009, les intérêts ont fait augmenter la valeur de la « banque » de 153 M\$. Le solde de la « banque » à la fin de 2009 était donc de 1 543 M\$.

En terminant, M. D'Amour indique que, compte tenu de la situation déficitaire de la Caisse au 31 décembre 2009, la « banque » continuera de progresser au cours de l'année 2010 puisqu'il est estimé que l'employeur versera plus de 500 M\$ de cotisations supplémentaires et d'équilibre. Le solde de la « banque » à la fin de 2010 est donc estimé à plus de 2 100 M\$.

L'exposé de M. François D'Amour étant terminé, la présidente le remercie ainsi que tous les conférenciers invités.

INDICATIONS PORTÉES AU REGISTRE DES DÉCLARATIONS D'INTÉRÊTS

La présidente informe les participants et les bénéficiaires que la *Loi sur les régimes complémentaires de retraite* et le règlement concernant le Régime de retraite prévoient la tenue d'un registre où sont notés les intérêts que les membres du Comité de retraite pourraient avoir et qui pourraient les placer en situation de conflit d'intérêts en regard de leurs fonctions à titre de membres dudit comité. Elle souligne que dans la mesure où, à Hydro-Québec, le Comité de retraite n'est pas chargé de la gestion de la Caisse, les situations potentielles qui pourraient amener un membre à se trouver en conflit d'intérêt sont peu fréquentes.

Elle souligne de plus, que tous les membres du Comité de retraite, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2009, ont été appelés à déclarer tout intérêt qu'ils peuvent avoir et qui serait susceptible de mettre en conflit leurs intérêts personnels et les devoirs de leurs fonctions. Cependant, elle indique qu'une situation particulière mérite d'être mentionnée.

En mars 2009, trois retraités d'Hydro-Québec ont déposé à la Cour supérieure du district de Montréal une requête pour jugement déclaratoire contre Hydro-Québec, le Comité de retraite et l'unité Administration du régime de retraite, délégataire du Comité de retraite.

Cette requête pourrait affecter, favorablement ou non, l'ensemble des retraités et bénéficiaires du Régime de retraite. Pour cette raison, Hydro-Québec a déposé une requête en mise en cause forcée de l'ensemble des anciens participants, retraités et bénéficiaires au 1^{er} juin 2009. Cette mise en cause a été effectuée et ils seront donc liés par le jugement à être rendu.

Un membre du Comité de retraite représentant les anciens participants et les retraités a déposé en 2009, à la suite de cette requête, une déclaration d'intérêt qui se trouve au registre.

Face à cette situation, et comme les autres membres du Comité de retraite représentant les anciens participants, les retraités et les bénéficiaires ne se considèrent pas tenus de produire une telle déclaration, le Comité de retraite, à sa réunion du 1^{er} avril 2009, a décidé que lorsqu'un suivi de ce

recours était présenté et discuté au Comité de retraite traitant notamment de la position du Comité de retraite et des autres défenseurs et de la stratégie adoptée, ces discussions auraient lieu hors de la présence des représentants des retraités, des anciens participants et des bénéficiaires. Ainsi, le Comité de retraite a demandé que cette partie du procès-verbal soit gardée confidentielle. Cette décision du Comité de retraite a été confirmée à sa réunion du 3 mars 2010. Les résolutions faisant état de cette décision du Comité de retraite sont également déposées au registre qui peut être consulté auprès de la secrétaire du Comité de retraite.

OPPORTUNITÉ DE DÉSIGNER DES MEMBRES REPRÉSENTANT LES PARTICIPANTS ET LES BÉNÉFICIAIRES AU COMITÉ DE RETRAITE

La présidente rappelle que le Comité de retraite est chargé de l'administration du Régime de retraite et que ce comité était composé au 31 décembre 2009 de 19 membres. De plus, elle explique qu'au cours d'une assemblée annuelle, les participants et les bénéficiaires peuvent choisir d'augmenter le nombre de leurs représentants au Comité de retraite.

Elle rappelle que, lors de l'assemblée de 2009, M. Normand Moreau a été élu par le groupe des anciens participants, retraités et bénéficiaires et M. Pierre Duchesneau a été élu par le groupe des participants actifs, afin de siéger au Comité de retraite à titre de membres votants jusqu'à la prochaine assemblée annuelle. La présidente ajoute que leur mandat se termine aujourd'hui.

La présidente rappelle aussi que, lors de l'assemblée de 2009, M. Jean-Pierre Dufour a été élu comme membre non votant par le groupe des anciens participants, retraités et bénéficiaires et M. Laurent Paquin-Marcotte a été élu comme membre non votant par le groupe des participants actifs. Elle indique que leur mandat est terminé.

Avant de passer à l'élection, elle explique que chacun des groupes doit d'abord décider s'il désigne ou non un membre votant, puis un membre non votant.

MEMBRES VOTANTS

La présidente invite le groupe des anciens participants, retraités et bénéficiaires et le groupe des participants actifs à faire savoir s'ils souhaitent désigner un membre additionnel votant au Comité de retraite afin de procéder, le cas échéant, à une élection. Elle indique que comme par le passé, cette décision sera prise avec un vote à main levée, alors que la désignation de représentants se fait au scrutin secret si un vote est nécessaire.

La présidente présente les fondés de pouvoir qui ont reçu le plus grand nombre de procurations à savoir :

Fondés de pouvoir	Nombre de procurations
Normand Moreau *	2 647
Michel Lavoie	2 269
Jean-François Poliquin *	1 913
Gérald Lafrenière	571
Claude Paquin	496
Pierre Duchesneau	237
Gill Champoux	221
Laurent Paquin-Marcotte	190

* Représentant les anciens participants, retraités et bénéficiaires.

a) Groupe des anciens participants, retraités et bénéficiaires

Le groupe des anciens participants, retraités et bénéficiaires décide, par un vote dont le résultat apparaît ci-dessous, de désigner un membre additionnel votant au Comité de retraite :

- ♦ 4 598 votes en faveur de la proposition
- ♦ 0 contre la proposition
- ♦ 0 abstention.

b) Groupe des participants actifs

Le groupe des participants actifs décide, par un vote dont le résultat apparaît ci-dessous, de désigner un membre additionnel votant au Comité de retraite :

- ♦ 4 043 votes en faveur de la proposition
- ♦ 2 votes contre la proposition
- ♦ 4 abstentions.

Représentation par groupe

La présidente demande de procéder à la mise en candidature pour un représentant de chaque groupe de participants.

Mise en candidature

a) Groupe des anciens participants, retraités et bénéficiaires

Se reportant aux *Règles de procédure régissant l'assemblée annuelle des participants et des bénéficiaires du Régime de retraite d'Hydro-Québec* (Annexe E1 du *Règlement intérieur du Comité de retraite d'Hydro-Québec*), la présidente indique que, pour le groupe des anciens participants, retraités et bénéficiaires, toute proposition d'un candidat doit être appuyée par trois participants du même groupe.

Candidature de M. Jean-Jacques Ricard

La candidature de M. Jean-Jacques Ricard est proposée par M. Gilles Duclos et est appuyée par M^{me} Jocelyne Pellerin, M. Gilles Provost et M. Aimé Beauchesne.

M. Jean-Jacques Ricard ayant accepté sa mise en candidature et aucune autre proposition appuyée par trois participants du même groupe n'ayant été faite, la présidente déclare la mise en candidature close et proclame l'élection par acclamation de M. Jean-Jacques Ricard comme membre votant du Comité de retraite représentant les anciens participants, les retraités et les bénéficiaires pour un mandat d'un an.

b) Groupe des participants actifs

Se reportant toujours aux *Règles de procédure régissant l'assemblée annuelle des participants et des bénéficiaires du Régime de retraite d'Hydro-Québec* (Annexe E1 du *Règlement intérieur du Comité de retraite d'Hydro-Québec*), la présidente indique que, pour le groupe des participants actifs, toute proposition d'un candidat doit être appuyée par cinq participants du même groupe.

Candidature de M. Pierre Duchesneau

La candidature de M. Pierre Duchesneau est proposée par M. Michel Lavoie et appuyée par M. Yvon Dubois, M. Richard Perreault, M^{me} Ginette Paule, M. Laurent Paquin-Marcotte et M. Benoît Bouchard.

M. Pierre Duchesneau ayant accepté sa mise en candidature et aucune autre proposition appuyée par cinq participants du même groupe n'ayant été faite, la présidente déclare la mise en candidature close et proclame la réélection par acclamation de M. Pierre Duchesneau comme membre votant pour représenter les participants actifs au Comité de retraite pour un mandat d'un an.

MEMBRES NON VOTANTS

Se reportant au même processus appliqué pour la désignation d'un membre votant respectivement pour le groupe des anciens participants, retraités et bénéficiaires et pour le groupe des participants actifs, la présidente invite chacun des deux groupes à faire savoir s'il souhaite désigner un membre additionnel non votant au Comité de retraite afin de procéder, le cas échéant, à une élection.

a) Groupe des anciens participants, retraités et bénéficiaires

Le groupe des anciens participants, retraités et bénéficiaires décide, par un vote dont le résultat apparaît ci-dessous, de désigner un membre additionnel non votant au Comité de retraite :

- ♦ 4 604 votes en faveur de la proposition
- ♦ 0 vote contre la proposition
- ♦ 0 abstention.

b) Groupe des participants actifs

Le groupe des participants actifs décide, par un vote dont le résultat apparaît ci-dessous, de désigner un membre additionnel non votant au Comité de retraite :

- ♦ 4 029 votes en faveur de la proposition
- ♦ 5 votes contre la proposition
- ♦ 8 abstentions.

Représentation pour le groupe des anciens participants, retraités et bénéficiaires

La présidente demande de procéder à la mise en candidature pour un représentant du groupe des anciens participants, retraités et bénéficiaires.

Mise en candidature

La présidente explique que les règles de mise en candidature exposées lors de l'élection des membres votants s'appliquent également pour chacun des groupes visés pour l'élection des membres non votants.

a) Groupe des anciens participants, retraités et bénéficiaires

Candidature de M. Pierre Ouellette

La candidature de M. Pierre Ouellette est proposée par M. Michel Fortin et est appuyée par M. Claude Tougas, M. Michel Loiselle, M. André Dumas et M. Claude Rousseau.

M. Pierre Ouellette ayant accepté sa mise en candidature et aucune autre proposition appuyée par trois participants du même groupe n'ayant été faite, la présidente déclare la mise en candidature close et proclame l'élection par acclamation de M. Pierre Ouellette comme membre non votant du Comité de retraite représentant les anciens participants, les retraités et les bénéficiaires.

b) Groupe des participants actifs

Candidature de M. Laurent Paquin-Marcotte

La candidature de M. Laurent Paquin-Marcotte est proposée par M^{me} Ginette Paule et est appuyée par M. Pierre Duchesneau, M. Yvon Dubois, M. Michel Lavoie, M. Richard Perreault et M. Benoît Bouchard.

M. Laurent Paquin-Marcotte ayant accepté sa mise en candidature et aucune autre proposition appuyée par cinq participants du même groupe n'ayant été faite, la présidente déclare la mise en candidature close et proclame la réélection par acclamation de M. Laurent Paquin-Marcotte comme membre non votant du Comité de retraite représentant les participants actifs.

PÉRIODE DE QUESTIONS ET COMMENTAIRES

La présidente invite les participants à venir au micro pour poser leurs questions aux conférenciers. Celles-ci doivent porter sur les présentations qui viennent d'être faites et sur les sujets touchant l'année 2009.

Au fur et à mesure, les conférenciers ou leurs collaborateurs prennent note des demandes et des préoccupations des participants et des bénéficiaires et répondent aux questions soulevées.

• Question 1

La question concerne la déclaration d'intérêt d'un des membres du Comité de retraite qui est un retraité d'Hydro-Québec. Le Comité de retraite a demandé aux représentants des retraités siégeant au Comité de retraite de se retirer lors de toute discussion portant sur le recours judiciaire intenté par des retraités d'Hydro-Québec. Est-ce que les autres représentants, surtout ceux nommés par Hydro-Québec, ne sont pas également en conflit d'intérêts?

Réponse

La notion de conflit d'intérêts s'applique uniquement aux personnes directement concernées par le dossier en question. Dans le présent cas, la conclusion du recours judiciaire intenté pourrait avoir un impact favorable ou défavorable sur la rente des retraités d'Hydro-Québec et conséquemment sur la rente des trois retraités qui sont membres du Comité de retraite. Ils ont donc un intérêt direct dans le résultat de la poursuite, d'où la solution adoptée par le Comité

de retraite de demander que les retraités d'Hydro-Québec membres du Comité de retraite se retirent lors de toute discussion portant sur ce recours.

- **Question 2**

Les contributions d'Hydro-Québec au montant de 600 M\$ pour 2009 ont été très importantes et elles pourraient être de la même ampleur en 2010. Est-ce que la « dette » de la Caisse va augmenter du même ordre?

Réponse

Cette question fait référence à la banque (la banque correspond aux cotisations patronales perçues en trop, telles que définies à l'article 3.4 A)e) du Règlement numéro 734), et la réponse est oui. Tel que démontré par M. D'Amour lors de sa présentation, il est prévu que la banque passe de 1 543 M\$ à la fin 2009 à 2 165 M\$ en 2010.

Ce n'est cependant pas une dette de la Caisse, ce sont des cotisations patronales perçues en trop, qui pourraient être remises à l'employeur sous forme de congé de cotisations selon les conditions énoncées au Règlement numéro 734.

- **Question 3**

Sur la base de ce qui précède, peut-on prétendre que l'entreprise est en congé de cotisations?

Réponse

L'entreprise n'est pas en congé de cotisations puisqu'il existe un déficit actuariel. Un congé de cotisations régulières pour l'employeur sera possible lorsque le Régime de retraite sera en équilibre financier tant sur le plan de la capitalisation que sur le plan de la solvabilité.

- **Question 4**

Considérant les congés de cotisations appliqués au cours des dernières années et ceux à venir dans le futur, peut-on prétendre que les retraités reçoivent un traitement équitable?

Réponse

Le traitement de la banque est tel qu'il est prévu au Règlement numéro 734.

- **Question 5**

De façon approximative, combien d'investissements ont tenu compte des valeurs éthiques ou responsables dans l'ensemble du portefeuille de la caisse de retraite d'Hydro-Québec?

Réponse

Tous les investissements de la Caisse sont gérés de manière responsable et éthique par le biais des lignes directrices de l'exercice des droits de vote. Nous nous assurons de voter de manière responsable sur toutes les questions qui nous sont soumises. Par contre, puisque nous répliquons des indices globaux, il n'y a pas de sélection de titres basée sur des critères définis.

- **Question 6**

Peut-on espérer que cette information soit répertoriée dans un proche avenir?

Réponse

Dès l'automne prochain, les lignes directrices de l'exercice des droits de vote de la Caisse pourront être consultées sur le site internet du Régime de retraite .

- **Question 7**

Demande relative aux rapports financiers présentés par Hydro-Québec au Comité de retraite (trimestriellement plutôt que mensuellement depuis juin 2010). Un membre du Comité de retraite demande de revenir à la présentation d'un rapport mensuel.

Réponse

Tel que mentionné lors de la dernière réunion du Comité de retraite, ce changement a été introduit suite à une demande formulée par le comité de vérification d'Hydro-Québec. Cette demande a donné lieu à une modification du processus de préparation et d'analyse des états financiers qui passe de mensuel à trimestriel. L'information déposée au comité de vérification et au Conseil d'administration d'Hydro-Québec, qui est responsable de la gestion financière du Régime de retraite, est la même que celle présentée au Comité de retraite. La nature des informations présentées est la même qu'auparavant à la différence que ces informations sont maintenant cumulées sur une période de trois mois.

Il y a lieu de préciser que les obligations en matière d'information au Comité de retraite imposées en vertu du Règlement numéro 734 sont des obligations d'informations annuelles.

La volonté d'Hydro-Québec est de faire preuve de transparence. Il est cependant nécessaire de respecter la hiérarchie dans la communication de l'information financière en la présentant d'abord au niveau des comités du Conseil d'administration d'Hydro-Québec qui est responsable, à titre de fiduciaire, de la gestion de la Caisse.

- **Question 8**

Est-ce que les propositions formulées aux assemblées d'actionnaires et les décisions qui y sont prises (processus de votation) seront bientôt disponibles sur le site internet du Régime?

Réponse

Le 1^{er} octobre dernier, une plateforme a été installée afin de générer cette information. Dans un premier temps, les lignes directrices seront rendues disponibles. La prochaine étape visera à mettre en ligne des rapports qui résumeront les différentes positions adoptées par la Caisse lors des votes.

- **Question 9**

Le Conseil d'administration d'Hydro-Québec est le fiduciaire de la Caisse. À qui celui-ci doit-il rendre compte de la gestion de la Caisse?

Réponse

Ce compte rendu se fait à chacune des assemblées annuelles des participants et des bénéficiaires du Régime de retraite et également dans le rapport annuel.

- **Question 10**

Est-ce qu'il y a également un rendre compte qui est déposé au Conseil d'administration d'Hydro-Québec?

Réponse

M. Jean-Hugues Lafleur, vice-président, Financement, trésorerie et caisse de retraite assume la responsabilité de la gestion de la Caisse à titre de délégué du Conseil d'administration d'Hydro-Québec à qui il rend compte de sa gestion.

- **Question 11**

Quelle est la valeur totale des congés de cotisations et des bénéfices attribués aux participants actifs depuis 1998 et les améliorations qui ont été apportées?

Réponse

Nous ne disposons pas de cette information.

- **Question 12**

Quelle serait la situation de la Caisse s'il n'y avait pas eu de congé de cotisations et pourquoi n'êtes-vous pas en mesure de fournir cette information, puisqu'une demande a déjà été formulée en ce sens?

Réponse

Ce calcul est hypothétique. Il ne correspond pas aux dispositions prévues aux règlements du Régime de retraite. Il n'a donc pas été fait par l'actuaire.

- **Question 13**

S'il n'y avait pas eu de congés de cotisations, est-ce que la Caisse serait en déficit?

Réponse

La Caisse serait certainement moins en déficit. Ceci étant dit, cela ne change en rien les obligations de l'employeur qui doit cotiser et s'assurer que le Régime de retraite sera en équilibre.

Ces congés de cotisations n'ont aucune conséquence sur les prestations des participants du Régime de retraite. Chaque retraité reçoit exactement la prestation prévue au Régime de retraite, soit une prestation établie sur la base du salaire des cinq meilleures années de cotisations et du nombre d'années de cotisations au Régime de retraite.

- **Question 14**

Quelle est la définition d'un indice de référence dans le domaine financier et par qui ce dernier est-il établi?

Réponse

Il est important de préciser qu'un indice de référence est établi au préalable. Un indice reflète la valeur d'un panier de titres qui sont pondérés en fonction de critères définis (ex : capitalisation boursière). À titre d'exemple, le portefeuille d'actions canadiennes se définit par rapport au SP/TSX 300 qui est un indice de référence connu, publié quotidiennement, et englobant 300 sociétés canadiennes.

Si l'indice de référence a fait mieux que la gestion active, il se dégage ainsi une sous-performance. Si la gestion active a un rendement supérieur à l'indice de référence, on parle ici d'un ajout de valeur.

- **Question 15**

Qui détermine les indices auxquels les gestionnaires de la Caisse se réfèrent?

Réponse

Les indices de référence sont présentés au Conseil d'administration d'Hydro-Québec pour fins d'approbation. De manière générale, les indices de référence retenus sont des indices connus et déterminés par une bourse ou par une institution financière. La performance de la Caisse par rapport à ces indices est mesurée par une firme d'évaluation externe indépendante, soit RBC Dexia. Lorsqu'il s'agit de portefeuilles qui sont gérés passivement, certains indices de référence sont établis par les gestionnaires de la Caisse. Dans ces derniers cas, il n'y a donc pas de rémunération basée sur la performance.

- **Question 16**

Est-ce que les gouvernements fédéral et provincial ont des interventions quelconques sur les indices de référence, avant qu'il puissent être utilisés à des fins de comparaison ? Également, est-ce que les grandes banques contribuent d'une certaine façon à l'établissement des indices de référence.

Réponse

Non. Ce sont des organismes indépendants ou des organismes privés tels les bourses qui élaborent ces indices. L'indice de référence est bâti en fonction de certains critères de volume par exemple. Les grandes banques ne participent pas à l'établissement des indices de référence.

- **Question 17**

Sur la base du rapport annuel, on remarque qu'Hydro-Québec a fait un effort important au niveau des contributions de cotisations (500 millions, 300 millions, 400 millions) sauf pour 2007, année où Hydro-Québec n'a fait aucune contribution. Quelle en est la raison?

Réponse

Effectivement, selon l'historique, on remarque que l'évaluation actuarielle au 31 décembre 2006, donc précédant l'année 2007, montrait un surplus. En conformité avec le texte du règlement du Régime de retraite, il y a eu congé de cotisations de l'employeur pour l'année 2007 et « récupération » dans la banque. Toutefois, à la fin de l'année 2007, une situation déficitaire a entraîné le retour des cotisations régulières de l'employeur ainsi que le versement de cotisations additionnelles.

- **Question 18**

Nous ne recevons plus à domicile le bulletin de rentes, est-ce que cette information pourrait figurer sur le site internet du Régime de retraite?

Réponse

Avant la mise en place d'un tel processus, il est nécessaire de s'assurer que le site est sécuritaire. Actuellement, le système SAP permet aux employés actifs de recevoir leur bulletin de paie en ligne. Ce même processus est à évaluer pour les retraités.

- **Question 19**

Est-il exact que la Caisse investit dans les résidences de retraités? Dans l'affirmative, pouvez-vous élaborer à ce sujet?

Réponse

Effectivement, depuis plusieurs années la Caisse investit dans des résidences pour personnes âgées tant à Montréal qu'en région.

- **Question 20**

Le gouverneur de la Banque du Canada a annoncé à maintes reprises que les taux d'intérêt vont augmenter. Quelle est votre prévision d'ici la fin de l'année 2010?

Réponse

En fait, les taux ont augmenté de 25 points centésimaux récemment et une autre augmentation d'environ 1 % est à prévoir d'ici la fin de l'année 2010. Par le biais d'un communiqué, la Banque du Canada a mentionné qu'elle augmenterait ses taux mais que la situation financière en Europe la préoccupait beaucoup.

- **Question 21**

Dans le pire scénario, peut-on anticiper une inflation d'environ 2 % et non 10 % ou 15 % comme ce fût le cas, il y a quelques années?

Réponse

Actuellement, l'inflation est en deça de la cible fixée par la Banque du Canada qui est de 2 %. Il y a des surplus de capacité à travers le monde. Une période d'inflation n'est donc pas à prévoir dans un avenir rapproché. Par contre, à moyen et à long terme, il est possible qu'il y ait un retour à des niveaux d'inflation plus importants. La situation sera à suivre.

- **Question 22**

On remarque que les entreprises de petites capitalisations semblent être prometteuses. Actuellement, la contribution en terme de pondération par rapport au portefeuille est minime. Est-ce que la Caisse investira davantage dans cette catégorie au cours des prochaines années?

Réponse

La question se pose régulièrement, mais c'est ponctuellement, une fois par année, que la Politique de gestion des placements est modifiée. Des recommandations sont formulées auprès du comité de gestion financière de la Caisse et au Conseil d'administration d'Hydro-Québec, sur la base des rendements obtenus et des rendements prévus par classe d'actif. Une expansion est prévue pour les titres émanant des pays émergents et certainement pour les titres immobiliers. En ce qui a trait aux petites capitalisations versus les grandes capitalisations, le choix est tributaire du contexte au moment où la Politique de gestion des placements sera modifiée.

- **Question 23**

Est-il envisageable d'investir dans les parcs technologiques développés par les universités québécoises?

Réponse

Il s'agit là de capital de risque. Ce type d'investissement ne fait pas partie de nos catégories de placement mais est considéré dans notre réflexion pour le futur. Il est entendu que les gestionnaires de la Caisse souhaitent favoriser le développement au Québec.

- **Question 24**

Question relative à la banque et aux congés de cotisations.

Un retraité affirme que les contributions antérieures des retraités, alors qu'ils étaient actifs, ont permis les congés de cotisations. Pourquoi les décisions prises ne tiennent-elle pas compte de l'intérêt des retraités?

Réponse

Le Régime de retraite prévoit pour l'ensemble des participants des prestations déterminées en fonction de leur salaire des cinq meilleures années de cotisations. Les retraités reçoivent des prestations conformes à ce que prévoit le Régime de retraite à cet égard.

- **Question 25**

Le Règlement numéro 734 a été adopté et ne s'applique qu'aux participants visés. Je comprends que les ingénieurs ne sont pas visés. Puisqu'il s'agit d'un régime universel, comment ce groupe peut-il en être exclu?

Réponse

Le groupe des ingénieurs est couvert par le Règlement numéro 734 mais certaines dispositions ne s'appliqueront qu'au moment où ce groupe aura conclu une entente avec l'employeur.

- **Question 26**

Les employés de ce groupe qui prennent leur retraite bénéficient-ils de la rente de raccordement ?

Réponse

Ils bénéficient de la rente de raccordement pour les années de cotisations cumulées jusqu'au 31 décembre 2008. Les années après le 31 décembre 2008 ne se cumulent plus.

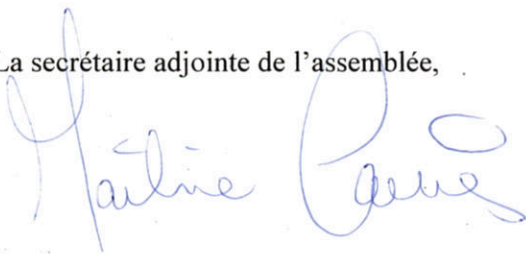
Ceci complète la période de questions.

CLÔTURE DE L'ASSEMBLÉE

La présidente remercie les participants, les conférenciers, les représentants d'Administration du Régime de retraite, la secrétaire et la secrétaire adjointe du Comité de retraite pour leur apport à la préparation et la tenue de cette 20^e assemblée.

L'ordre du jour étant épuisé, la présidente déclare la séance levée.

La secrétaire adjointe de l'assemblée,

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Martine Caron', written over a faint circular stamp.

La présidente de l'assemblée,

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Hélène Minnie', written over a faint circular stamp.